

Paris le 19 novembre 2003

COMMUNIQUE DE PRESSE

Projet de Loi de Finances 2004 : Un budget clientéliste et idéologique

Le projet de Loi de Finances 2004 voté par les députés ce 18 novembre confirme la politique ultra-libérale du gouvernement. Ce PLF 2004 continue à refléter les choix idéologiques qui favorisent le patronat et les hauts revenus.

La casse sociale et économique dans les ministères, les mesures en faveur des entreprises, l'avènement des fonds de pension, montrent la ligne que ne veut plus quitter ce gouvernement.

Le vote des députés UMP du projet présenté par le gouvernement est un acte clientéliste. La continuité de la baisse de l'impôt sur le revenu continue à favoriser les plus riches. Les "mesurettes" annoncées sur la prime pour l'emploi ne sont que des miettes laissées aux plus défavorisés.

L'augmentation du plafond de déduction fiscale pour l'emploi d'un salarié à domicile, les mesures concernant les dividendes pour les actions, les abattements sur les donations en pleine propriété démontrent ce clientélisme forcené.

Ces baisses d'impôts qui profitent aux riches ne compensent pas pour les autres l'augmentation des taxes indirectes (gazole, tabac..) et des impôts locaux dus aux transferts de missions de l'état vers les collectivités locales.

Les mesures annoncées en faveur des entreprises et notamment la déductibilité des pertes sur les bénéfices sans limitation de durée sont encore des cadeaux supplémentaires au MEDEF.

Alors même que le gouvernement a supprimé les produits d'épargne populaire, la création du PERP (plan d'épargne retraite populaire) introduit des fonds de pension qui ne veulent pas dire leur nom. Raffarin parachève ainsi sa « réforme » des retraites et commence le pilonnage de notre système par répartition « qu'il voulait tant sauver ».

Avec ces mesures fiscales ciblées pour les plus riches, le gouvernement se prive de recettes fiscales et prend ensuite le prétexte du déficit public pour s'attaquer à l'emploi public et aux missions de service public.

Pour la deuxième année consécutive, l'emploi public est prévu à la baisse. La majorité des ministères est touchée par une politique de casse de l'emploi. Le gouvernement diminue les crédits et continue donc à saborder les services publics et leurs missions.

Ce PLF 2004 se situe donc dans la continuité d'une politique idéologique soumise aux diktats du MEDEF.

Après avoir soufflé leur première bougie, les députés UMP ont offert la grande part du gâteau au baron Seillières.